

N° 5275

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

PROJET DE LOI

fixant les cadres du personnel des établissements  
d'enseignement secondaire et secondaire technique

\* \* \*

(Dépôt: le 14.1.2004)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (19.12.2003) .....	1
2) Exposé des motifs.....	2
3) Texte du projet de loi .....	3
4) Commentaire des articles .....	10
5) Fiche financière .....	13

\*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*— Notre Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports est autorisée à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique.

Palais de Luxembourg, le 19 décembre 2003

*Le Ministre de l'Education nationale,  
de la Formation professionnelle et des Sports,*

Anne BRASSEUR

HENRI

\*

## EXPOSE DES MOTIFS

A l'heure actuelle, les dispositions légales réglant les cadres des personnels enseignants, administratifs et techniques des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique figurent dans un certain nombre de lois, notamment:

- en ce qui concerne l'enseignement secondaire:
  - la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire), telle qu'elle a été modifiée par la loi du 22 juin 1989;
- en ce qui concerne l'enseignement secondaire technique:
  - la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;
  - la loi du 3 juin 1994 portant création du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique;
  - la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'éducation nationale et le ministère de la Santé;
- en ce qui concerne les services de psychologie et d'orientation scolaires:
  - la loi du 1er avril 1987 portant création d'un centre de psychologie et d'orientation scolaires.

Par ailleurs, on peut constater que l'enseignement secondaire et l'enseignement secondaire technique cohabitent souvent dans les mêmes infrastructures et sous une même direction, alors que les dispositions légales réglementant notamment les cadres du personnel ne tiennent pas compte de cette nouvelle situation de fait.

Etant donné que la cohabitation des deux ordres d'enseignement est destinée à se développer de plus en plus au cours des années à venir, notamment dans les nouveaux établissements en cours de démarrage (Lycée technique Josy-Barthel à Mamer) ou dont la création est projetée (Lycée de Redange-sur-Attert), l'adaptation en conséquence de la législation fixant les cadres du personnel devient inévitable.

Le projet de loi fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique poursuit donc plusieurs buts, à savoir:

1. fondre dans un texte cohérent les différentes dispositions concernant les cadres du personnel des lycées et des lycées techniques,
2. harmoniser ces mêmes dispositions sur les points où elles divergeaient,
3. élargir les cadres du personnel par la création de nouvelles carrières dans l'administration,
4. intégrer dans les cadres du personnel des lycées et lycées techniques les fonctionnaires des services de psychologie et d'orientation scolaires,
5. permettre de résoudre un certain nombre de problèmes de carrière qui se sont présentés au courant des dernières années et qui ne peuvent être réglés de manière satisfaisante que par la modification d'autres lois.

La fusion dans un texte unique des dispositions légales fixant les cadres du personnel donne donc l'occasion non seulement d'en améliorer la lisibilité, mais également d'y apporter quelques modifications dont voici les principales:

- création dans la carrière supérieure de l'administration de la fonction de psychologue, dans la carrière moyenne de l'administration des fonctions d'assistant social et d'éducateur gradué et dans la carrière inférieure de l'administration de celle d'éducateur: il s'agit de créer les bases légales nécessaires pour pouvoir procéder à la reprise du personnel actuellement affecté aux services de psychologie et d'orientation scolaires, telle que prévue à l'article 27 du projet de loi portant organisation des lycées et lycées techniques (document parlementaire No 5092),
- création dans la carrière moyenne de l'administration de la fonction d'informaticien diplômé: la multiplication des installations relevant des nouvelles technologies de l'information nécessite un personnel de plus en plus spécialisé pour en garantir le fonctionnement en milieu scolaire,
- modification des conditions de nomination des directeurs et des directeurs adjoints: les conditions de nomination pour les établissements d'enseignement secondaire ainsi que celles pour les établissements d'enseignement secondaire technique sont harmonisées. En prenant en considération à la fois

les structures scolaires de plus en plus complexes et la hiérarchie des carrières dans l'enseignement, il est judicieux de réserver l'accès aux fonctions de directeur aux fonctionnaires issus de la carrière enseignante la plus élevée.

Par ailleurs, il est proposé de modifier la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat en ce qui concerne les dispositions régissant le calcul de la carrière des candidats dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire. Cette fonction a été introduite par la loi du 21 mai 1999 qui prévoit que la carrière des candidats est reconstituée non pas au terme du stage pédagogique, après 24 mois de service, mais au terme de la période de candidature, donc seulement après  $24 + 18 = 42$  mois de service.

Cependant, comme la durée normale du stage a entre-temps été réduite de 36 à 24 mois pour tous les autres fonctionnaires, suite à l'accord salarial conclu dans la Fonction publique, par la loi du 28 juillet 2000, les nouveaux fonctionnaires de l'enseignement postprimaire admis après le 1er janvier 1999 se retrouvent dans une situation désavantageuse par rapport à leurs collègues de l'administration.

En ce qui concerne les dispositions transitoires proposées, elles ont pour but et de clarifier l'application de textes légaux plus anciens et de remédier à diverses situations personnelles dont il n'avait pas été tenu compte lors de l'élaboration de lois antérieures, plus spécialement lors de la réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières.

A l'instar du projet de loi No 5092 portant organisation des lycées et des lycées techniques qui entend „réunir dans un texte unique la définition et la structuration des activités et des organismes constitutifs des lycées“, le présent projet permet de réunir dans un même texte cohérent la structure du cadre du personnel des lycées et lycées techniques ainsi que les dispositions de base concernant les conditions d'admission et de nomination des carrières spécifiques à l'enseignement postprimaire.

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

### **Art. 1er.– *Champ d'application et définitions***

Les établissements d'enseignement visés par la présente loi comprennent les lycées et les lycées techniques.

Pour l'application des dispositions de l'article 6 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, les lycées et les lycées techniques forment une seule administration.

Le ministre ayant dans ses attributions l'éducation nationale est désigné ci-après par „le ministre“.

Les lycées et les lycées techniques sont désignés ci-après par „lycée“.

### **Art. 2.– *Cadre des fonctionnaires***

Le personnel de chaque lycée peut comprendre:

#### **I. dans la carrière supérieure de l'enseignement:**

- un directeur
- un ou plusieurs directeurs adjoints
- des professeurs-docteurs
- des professeurs de lettres ou de sciences
- des professeurs-ingénieurs
- des professeurs-architectes
- des professeurs de sciences de l'enseignement secondaire technique
- des professeurs de sciences économiques et sociales
- des professeurs d'éducation artistique
- des professeurs d'éducation musicale
- des professeurs d'éducation physique
- des professeurs de doctrine chrétienne
- des professeurs d'enseignement technique

- II. dans la carrière moyenne de l'enseignement:
  - des instituteurs d'enseignement préparatoire
  - des instituteurs d'économie familiale
  - des maîtres de cours spéciaux
  - des maîtres d'enseignement technique
- III. dans la carrière supérieure de l'administration:
  - des fonctionnaires de la carrière du psychologue
- IV. dans la carrière moyenne de l'administration:
  - des bibliothécaires-documentalistes
  - des éducateurs gradués
  - des assistants sociaux
  - des fonctionnaires de la carrière de l'informaticien diplômé
- V. dans la carrière inférieure de l'administration:
  - des éducateurs
  - des fonctionnaires de la carrière de l'artisan
  - des fonctionnaires de la carrière du concierge
  - des fonctionnaires de la carrière du garçon de salle.

En dehors des fonctionnaires énumérés ci-dessus, le cadre du personnel des lycées peut comprendre des candidats dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire ainsi que des stagiaires pour les différentes fonctions enseignantes, administratives ou techniques.

#### **Art. 3.– *Employés et ouvriers***

Selon les besoins, le personnel des lycées peut également comprendre, en dehors des fonctionnaires prévus à l'article 2 ci-dessus:

- a) des chargés d'éducation engagés à tâche complète ou partielle et à durée indéterminée ou déterminée,
- b) des employés administratifs ou techniques engagés à tâche complète ou partielle et à durée indéterminée ou déterminée,
- c) des ouvriers engagés à tâche complète ou partielle et à durée indéterminée ou déterminée.

#### **Art. 4.– *Conditions d'admission, de stage et de nomination***

Les conditions générales d'admission ainsi que les conditions spécifiques propres à différentes fonctions, les conditions et modalités de déroulement du stage et de nomination des fonctionnaires des carrières définies à l'article 2 ci-dessus sont fixées par règlement grand-ducal sous réserve des dispositions suivantes:

1. Les professeurs de lettres ou de sciences doivent avoir obtenu l'homologation de leurs titres et grades étrangers d'enseignement supérieur selon la loi modifiée du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades d'enseignement supérieur.
2. Les professeurs de sciences économiques et sociales doivent être détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur. En outre, ils doivent être détenteurs d'un diplôme final délivré par un institut d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat du pays où il a son siège, sanctionnant un cycle d'études de quatre années au moins en sciences économiques ou commerciales, inscrit au registre des diplômes prévu par la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur.
3. Les professeurs d'éducation artistique, d'éducation physique ou d'éducation musicale doivent être détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur. En outre, ils doivent avoir accompli un cycle complet et unique d'au moins quatre années d'études universitaires ou de niveau universitaire, théoriques et pratiques, respectivement en éducation artistique, en éducation physique ou en éducation musicale et être titulaires d'un diplôme qui confère un grade d'enseignement supérieur reconnu par le pays d'origine ou

qui, dans ce pays, donne accès soit au stage, soit à la fonction de professeur respectivement d'éducation artistique, d'éducation physique ou d'éducation musicale.

4. Les professeurs-ingénieurs et les professeurs-architectes doivent être détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur. En outre, ils doivent être détenteurs d'un diplôme final d'ingénieur ou d'architecte délivré par une université ou une école d'enseignement supérieur à caractère universitaire sanctionnant un cycle d'études de quatre années au moins, inscrit au registre des diplômes prévu par la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur.
5. Les professeurs de sciences de l'enseignement secondaire technique doivent être détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur. En outre, ils doivent être détenteurs d'un diplôme final délivré par un institut d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat où il a son siège, sanctionnant un cycle d'études de quatre années au moins, inscrit au registre des diplômes prévu par la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur.
6. Les professeurs de doctrine chrétienne doivent être détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur. En outre, ils doivent avoir accompli un cycle complet et unique d'au moins quatre années d'études universitaires ou de niveau universitaire en théologie et être détenteurs d'un diplôme final sanctionnant un cycle d'études universitaires sur place en théologie ou en sciences religieuses d'une durée de quatre années au moins et reconnu, soit par l'Etat dans lequel les études précitées ont été faites, soit par le Gouvernement luxembourgeois; ils doivent avoir l'autorisation d'enseigner délivrée par le chef du culte catholique.
7. Les professeurs d'enseignement technique doivent être détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur. En outre, ils doivent être détenteurs d'un diplôme final délivré par un institut d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat où il a son siège, sanctionnant un cycle d'études de trois années au moins, inscrit au registre des diplômes prévu par la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur.
8. Par dérogation aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire, les instituteurs d'enseignement préparatoire sont recrutés soit parmi les instituteurs de l'enseignement primaire, soit parmi les candidats admissibles aux fonctions d'instituteur de l'enseignement primaire.
9. Les instituteurs d'économie familiale doivent être détenteurs du certificat d'instituteur d'économie familiale obtenu conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1991 portant, entre autres, création de la fonction d'instituteur d'économie familiale.
10. Les maîtres de cours spéciaux doivent être détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur, avoir accompli avec succès un cycle unique et complet d'au moins deux années d'études correspondant à la spécialité dans une école de niveau supérieur et se prévaloir d'une pratique professionnelle de trois ans au moins répondant à la même spécialité.  
Sur demande du candidat et sur avis de la commission consultative chargée d'examiner les études et les diplômes des candidats à une fonction enseignante de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, le ministre peut accorder une dispense partielle ou totale de la pratique professionnelle.
11. Les maîtres d'enseignement technique doivent être détenteurs du brevet de maîtrise dans leur spécialité et pouvoir se prévaloir dans cette même spécialité d'une pratique professionnelle soit de cinq années au total, soit de trois années consécutives à l'obtention du brevet de maîtrise.  
Des règlements grand-ducaux peuvent instituer des examens spéciaux sanctionnant la qualification des postulants à la fonction de maître d'enseignement technique dont la spécialité professionnelle ne comporte pas de brevet de maîtrise.

Sur demande du candidat et sur avis de la commission consultative chargée d'examiner les études et les diplômes des candidats à une fonction enseignante de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, le ministre peut accorder une dispense partielle ou totale de la pratique professionnelle.

12. Les bibliothécaires-documentalistes doivent:
  1. être détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur;
  2. avoir accompli avec succès soit un cycle complet de quatre semestres au moins d'études spéciales supérieures dans le cadre d'une formation de bibliothécaire ou de documentaliste soit avoir fait quatre semestres d'études universitaires au moins en vue du professorat de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement secondaire technique;
  3. avoir passé un examen probatoire sanctionnant ces études, soit à Luxembourg devant une commission d'examen nommée par le ministre, soit à un institut d'enseignement supérieur, à condition que cet examen sanctionne normalement dans le pays d'origine les études en question et qu'il soit reconnu à cet effet par la commission d'examen ci-dessus.
13. Les fonctionnaires de la carrière de l'assistant social doivent être détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur, du diplôme d'Etat luxembourgeois de leur spécialité ou d'un diplôme, certificat ou titre étranger reconnu équivalent par le ministre ainsi que de l'autorisation d'exercer délivrée par le ministre ayant la santé dans ses attributions.
14. Les fonctionnaires de la carrière de l'éducateur gradué doivent être détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur, ainsi que d'un diplôme d'éducateur gradué luxembourgeois ou d'un diplôme, certificat ou titre étranger reconnu équivalent par le ministre.
15. Les fonctionnaires de la carrière de l'éducateur doivent être détenteurs d'un diplôme d'éducateur luxembourgeois ou d'un diplôme, certificat ou titre étranger reconnu équivalent par le ministre.
16. Les fonctionnaires de la carrière du psychologue doivent être détenteurs d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou de fin d'études secondaires techniques ou d'un diplôme luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur, ainsi que d'un diplôme en psychologie sanctionnant un cycle complet d'au moins quatre années d'études universitaires, inscrit au registre des diplômes prévu par la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur.
17. Les fonctionnaires des carrières du rédacteur et de l'expéditionnaire administratif appelés à remplir des fonctions de gestion administrative dans un lycée sont recrutés parmi les fonctionnaires ou stagiaires des mêmes carrières de l'administration gouvernementale et détachés au lycée. Au cas où ils occupent une fonction du cadre fermé de leurs carrières, ils sont placés hors cadre par dépassement des effectifs de leurs carrières de l'administration gouvernementale. Sous réserve de l'accomplissement des conditions de promotion aux grades supérieurs de leurs carrières, ils peuvent être promus par dépassement des effectifs de l'administration gouvernementale au moment où un collègue de rang égal ou immédiatement inférieur bénéficie d'une promotion.  
 Le fonctionnaire placé hors cadre et détaché à un lycée dans les conditions ci-dessus, et dont le détachement prend fin, rentre dans le cadre normal à la première vacance d'un emploi de la fonction qu'il occupe.  
 A chaque lycée, un fonctionnaire ou stagiaire de la carrière du rédacteur peut être autorisé à porter le titre de secrétaire, sans que pour autant ni son rang, ni son traitement n'en soient modifiés.
18. Les fonctionnaires des carrières de l'enseignement appelés à intervenir dans l'enseignement pratique spécifique aux formations des professions de santé doivent pouvoir se prévaloir d'une autorisation d'exercer délivrée par le ministre ayant la santé dans ses attributions.

#### **Art. 5. – Direction**

Le directeur du lycée est choisi parmi les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'enseignement classés au grade E7.



A tous les lycées, en cas de besoin, des fonctionnaires de la carrière supérieure de l'enseignement classés aux grades E5 à E7, peuvent être nommés aux fonctions de directeur adjoint.

La fonction du directeur adjoint est classée au grade E7ter si son titulaire est recruté parmi les enseignants classés au grade E7. Elle est classée au grade E6ter si son titulaire est recruté parmi les enseignants classés au grade E6 et au grade E5ter si son titulaire est recruté parmi les enseignants classés au grade E5.

Le directeur et le directeur adjoint sont nommés par le Grand-Duc.

Pour la direction du régime préparatoire, le directeur du lycée peut se faire assister par un chargé de direction à tâche partielle ou complète, choisi parmi les fonctionnaires de la carrière moyenne ou supérieure de l'enseignement. Le chargé de direction est nommé par le ministre. La durée de son mandat ainsi que ses attributions sont définies par règlement grand-ducal. Il bénéficie pendant son mandat d'une prime non pensionnable qui varie en fonction du volume de sa tâche, sans cependant pouvoir dépasser quarante-cinq points indiciaires.

#### **Art. 6.– Modifications d'autres lois**

A. La loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat est modifiée et complétée comme suit:

1. L'article 19, paragraphe 1er, est remplacé comme suit:

„1. Au terme du stage pédagogique, les stagiaires dans les fonctions énumérées ci-dessous sont nommés aux fonctions de candidat pour les mêmes fonctions et leurs carrières sont reconstituées conformément aux dispositions de l'article 7 ci-dessus; les réductions prévues ci-dessous sont appliquées sans que leur traitement ne puisse être inférieur au quatrième échelon de leur grade:

<i>Grade</i>	<i>Fonctions</i>	<i>Réduction de:</i>
E2	maître d'enseignement technique	18 points indiciaires
E3ter	maître de cours spéciaux	22 points indiciaires
E5	professeur d'enseignement technique	26 points indiciaires
E7	professeur de lettres ou de sciences professeur de sciences de l'enseignement secondaire technique professeur-ingénieur professeur-architecte professeur de sciences économiques et sociales professeur d'éducation artistique professeur d'éducation musicale professeur d'éducation physique professeur de doctrine chrétienne	30 points indiciaires

Le candidat qui n'a pas présenté son travail de candidature avec succès au terme de la période de candidature, garde sa nomination de candidat aussi longtemps qu'il n'aura pas présenté avec succès ce travail et les réductions prévues ci-dessus restent applicables.

Au terme de la période de candidature, le candidat qui a présenté avec succès son travail de candidature est nommé à la fonction et au grade pour lesquels il a accompli avec succès le stage pédagogique et la réduction prévue ci-dessus est supprimée.

Les candidats classés aux grades E5 à E7 ne peuvent pas bénéficier des dispositions prévues à l'article 22, chapitre VII, paragraphe a, ci-dessous.“

2. L'article 22, paragraphe II, point 4°, deuxième alinéa, est complété comme suit:

„Après vingt-quatre années de grade, il avancera au grade 13.“

B. L'article 3, paragraphe 1er, alinéa deux, de la loi du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire est remplacé comme suit:

„En cas d'absence prolongée du candidat pendant la période prévue ci-dessus, pour incapacité de travail ou dans l'hypothèse où il bénéficie des congés visés aux articles 29, 29bis, 30, paragraphe 1er et 31, paragraphe 1er de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, cette dernière est prolongée d'office pour une durée égale à celle de l'absence ou du congé“.

#### **Art. 7.– Dispositions transitoires**

1. Les fonctions de professeur de sciences commerciales, d'instituteur d'enseignement technique, d'institutrice d'enseignement ménager agricole et de secrétaire des établissements scolaires sont maintenues dans le cadre du personnel des lycées pour les titulaires en service ou en congé sans traitement à l'entrée en vigueur de la présente loi.

2. Les postes des chargés de cours sont maintenus dans le cadre du personnel des lycées pour les employés en service ou en congé sans traitement à l'entrée en vigueur de la présente loi.

3. Par dérogation aux dispositions de l'article 5 ci-dessus, les directeurs adjoints en service à l'entrée en vigueur de la présente loi, classés aux grades E5ter ou E6ter, peuvent être nommés à la fonction de directeur d'un lycée.

4. Les dispositions de l'article 19, paragraphe 1er, de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat sont applicables aux candidats pour les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire admis au stage pédagogique à partir du 1er janvier 1999.

5. Les fonctionnaires des carrières du psychologue, de l'assistant social et de l'éducateur gradué, nommés auprès du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) à l'entrée en vigueur de la présente loi, sont affectés soit au Centre de psychologie et d'orientation scolaires, soit à un lycée ou à un lycée technique par décision du ministre, le directeur du Centre de psychologie et d'orientation scolaires entendu en son avis.

6. L'infirmière hospitalière graduée nommée par arrêté grand-ducal du 26 mars 1981, détachée à partir de la rentrée scolaire 1995/1996 au Lycée technique pour professions de santé et pouvant se prévaloir d'une activité d'enseignement à tâche complète de plus de cinq ans à l'Ecole de l'Etat pour paramédicaux et au Lycée technique pour professions de santé, peut bénéficier des dispositions de l'article 19 de la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé.

7. L'employée de l'Etat de la carrière de l'infirmière hospitalière graduée, entrée en service le 1er juillet 1972 en qualité d'employée privée au service de l'Etat et reprise par le Lycée technique pour professions de santé à partir du 1er janvier 1995, peut bénéficier des dispositions de l'article 22 de la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé.

8. L'employée de l'Etat de la carrière de l'infirmière hospitalière graduée, entrée en service le 1er décembre 1992 en qualité d'employée privée au service de l'Etat et reprise par le Lycée technique pour professions de santé à partir du 1er janvier 1995, peut bénéficier des dispositions de l'article 25 de la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé.

9. L'employée de l'Etat, occupée au Lycée technique pour professions de santé à partir du 1er janvier 1997 en qualité de chargée d'éducation à durée déterminée et pouvant se prévaloir d'un engagement en qualité d'infirmière enseignante à l'Ecole d'infirmières de la Clinique Ste-Thérèse pendant la période du 14 septembre 1979 au 19 décembre 1989, peut être nommée aux fonctions d'infirmière graduée avec le droit de porter le titre d'infirmière graduée-enseignante.

Au plus tard dans un délai de six mois à partir de cette nomination, elle pourra choisir d'être nommée aux fonctions de professeur d'enseignement technique. Toutefois, cette nomination ne peut être



prononcée que si elle subit avec succès, dans les trois années qui suivent la mise en vigueur de la présente loi, un examen spécial dont le programme et les modalités sont fixés par règlement grand-ducal.

10. Les dispositions de l'article 26 de la loi modifiée du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé sont applicables aux agents définis aux paragraphes 6 à 9 ci-dessus.

11. L'ouvrier d'ARBED, groupe ARCELOR, détenteur d'un certificat d'aptitude professionnelle pour le métier de menuisier-ébéniste, mis à la disposition du Lycée Michel-Rodange de Luxembourg depuis le mois de février 1997, est admis au stage pour la fonction d'artisan au même établissement. A cet effet, il est dispensé de l'examen-concours prévu pour l'accès à la carrière d'artisan. La période pendant laquelle il a travaillé au Lycée Michel-Rodange lui est bonifiée en sa totalité comme ancienneté de service pour le temps passé au service de l'Etat. Lors de la reconstitution de la carrière de cet agent, les dispositions de l'article 7 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat sont applicables, à l'exception du paragraphe 6, alinéas 1er et 2, première phrase.

12. L'ouvrier de la carrière E en service au Lycée Technique agricole d'Ettelbruck depuis le 1er septembre 1992 peut être engagé en qualité d'employé de l'Etat au même lycée. Par application des dispositions de l'article 23 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, son classement est déterminé par une décision individuelle de classement. Il est autorisé à porter le titre de „bibliothécaire du Lycée Technique agricole d'Ettelbruck“.

13. Les engagements au service de l'Etat résultant des dispositions qui précèdent se feront par dépassement de l'effectif total du personnel et en dehors du nombre d'engagements de renforcement déterminés par la loi budgétaire de l'exercice concerné.

#### **Art. 8.– Dispositions abrogatoires**

Sont abrogées toutes les dispositions légales contraires à la présente loi, sauf les règlements grand-ducaux pris en exécution de ces dispositions qui restent en vigueur pour autant qu'ils ne sont pas abrogés et tant qu'ils ne sont pas remplacés par des règlements grand-ducaux pris sur base de la présente loi.

Sont notamment abrogés:

1. en ce qui concerne la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, Titre VI: de l'enseignement secondaire  
l'article 59
2. en ce qui concerne la loi du 22 juin 1989 portant modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire)  
l'article 3, paragraphe 1  
l'article 3, paragraphe 4  
l'article 3, paragraphe 6, alinéa 1  
l'article 3, paragraphe 6, alinéas 3 à 5  
l'article 6, paragraphe 3
3. en ce qui concerne la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue  
l'article 6, paragraphe 3, alinéas 1 à 4  
l'article 6, paragraphe 4  
l'article 52  
l'article 53  
l'article 55, alinéas 1, 3 et 5

#### **Art. 9.– Entrée en vigueur**

La présente loi entrera en vigueur à partir du ...

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Article 1er. – Champ d'application et définitions*

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

### *Article 2. – Cadre des fonctionnaires*

Cet article reprend les dispositions afférentes de l'article 3 de la loi du 22 juin 1989 portant modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, titre VI: de l'enseignement secondaire, ainsi que de l'article 52 de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue.

Ce cadre est complété par les fonctions suivantes:

– *le psychologue, l'assistant social et l'éducateur*

Ces fonctions sont introduites dans le cadre du personnel des lycées en vue de la reprise du personnel actuellement nommé au Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) et affecté aux services de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS) des différents lycées.

– *l'informaticien diplômé*

Cette fonction est destinée à assurer la maintenance et le fonctionnement régulier des installations se rapportant aux nouvelles technologies de l'information dans les établissements scolaires.

– *le candidat dans les différentes fonctions enseignantes de l'enseignement postprimaire*

La fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire a été créée par la loi du 21 mai 1999.

### *Article 3. – Employés et ouvriers*

Cet article crée une base légale pour l'engagement des chargés d'éducation, des employés de l'Etat des carrières administratives et techniques ainsi que des ouvriers de l'Etat.

### *Article 4. – Conditions d'admission, de stage et de nomination*

Des règlements grand-ducaux fixeront les conditions d'admission au stage, de stage et de nomination pour les différentes fonctions qui figurent dans le cadre du personnel des lycées arrêté à l'article 2, sous réserve de certaines dispositions spécifiques.

En principe, ces conditions particulières sont celles qui figuraient dans les dispositions légales que le présent texte entend remplacer, à savoir notamment:

- la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement (Titre VI: de l'enseignement secondaire), telle qu'elle a été modifiée par la loi du 22 juin 1989;
- la loi modifiée du 25 août 1971 portant création de la fonction de professeur de sciences économiques et sociales aux établissements d'enseignement secondaire;
- la loi du 1er avril 1987 portant création d'un centre de psychologie et d'orientation scolaires;
- la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;
- la loi du 3 juin 1994 portant création du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique;
- la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé.

Les modifications proposées aux textes repris sont les suivantes:

- *Ad point 4:* pour les fonctions de professeur-ingénieur et de professeur-architecte, les conditions d'admission sont complétées par les diplômes et certificats sanctionnant les études secondaires;
- *Ad point 7:* pour les professeurs d'enseignement technique, la condition d'une pratique de trois ans précédemment requise est supprimée; en effet, cette condition avait des répercussions très défavorables sur le recrutement de ces enseignants chargés principalement de cours de théorie, sans pour autant ajouter une réelle plus-value à la qualification de ces mêmes agents;
- *Ad point 11:* le texte est modifié en ce sens que pour les maîtres d'enseignement technique la pratique professionnelle pourra désormais être soit de 3 années consécutives à l'obtention du brevet de

maîtrise, soit de 5 années consécutives ou non à l'obtention du même brevet; cette mesure permettra d'admettre également aux examens-concours les candidats pouvant se prévaloir d'une expérience appréciable en qualité de compagnon mais qui auront passé leur brevet de maîtrise dans une période située avant l'examen-concours inférieure à 3 années.

- *Ad point 18:* étant donné que les enseignants du domaine des professions de santé sont appelés à intervenir sur le terrain de stage clinique, il est évident qu'ils devront être détenteurs de l'autorisation d'exercer délivrée par le ministre de la santé.

#### *Article 5.– Direction*

Cet article reprend les anciennes dispositions légales en innovant sur les points suivants:

- Le directeur est désormais choisi parmi les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'enseignement classés au grade E7, ceci afin de respecter les règles hiérarchiques en vigueur. Une disposition transitoire est prévue pour les directeurs adjoints classés à d'autres grades en service à l'entrée en vigueur de la loi.
- Le chargé de direction du régime préparatoire peut désormais être chargé d'une tâche partielle, selon l'importance des classes du régime préparatoire qu'il aura à gérer. La prime correspondante, actuellement fixée à 45 points indiciaires, pourra être adaptée en conséquence.

#### *Article 6.– Modifications d'autres lois*

Les modifications suivantes sont proposées à la loi modifiée et complétée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat:

*Ad point A.1:* la loi du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire prévoit que la reconstitution de carrière de ceux-ci est effectuée non pas à l'issue de la période de stage de 24 mois, mais seulement à l'issue de la période de candidature de 18 mois subséquente, soit 42 mois après leur admission au stage. Lors de la mise en vigueur de la loi précitée, la durée normale du stage était fixée à 36 mois.

Or, la loi du 28 juillet 2000 modifiant e.a. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires a ramené cette durée à 24 mois.

Il s'ensuit que la reconstitution de carrière des futurs enseignants de l'enseignement postprimaire est effectuée avec un retard de 18 mois par rapport aux autres fonctionnaires. Les dispositions figurant à l'article 6, paragraphe A, point 1, et à l'article 7, paragraphe 4, tendent à éliminer cette injustice.

*Ad point A.2:* il s'agit de faire bénéficier le fonctionnaire de la carrière moyenne du secrétaire scolaire, détenteur d'un diplôme de fin d'études secondaires, d'un troisième avancement en traitement au grade 13. En effet, les rédacteurs détachés aux établissements scolaires, qui effectuent le même travail que le secrétaire scolaire, bénéficient d'une carrière se poursuivant jusqu'au grade 13bis allongé.

*Ad point B:* la loi du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire ne prévoyait que le cas de figure d'un congé de maternité ou d'accueil pendant la période de candidature, avec une prolongation correspondante de cette dernière. La disposition proposée étend cette possibilité aux autres sortes de congés possibles (congé parental, congé sans traitement, etc.).

#### *Article 7.– Dispositions transitoires*

*Ad points 1 et 2:* il s'agit de maintenir transitoirement dans le cadre du personnel des lycées les fonctions et emplois pour lesquels un nouveau recrutement n'est plus prévu à l'avenir.

*Ad point 3:* cette disposition garantit leurs perspectives de carrière aux directeurs adjoints des grades E5ter ou E6ter en service à l'entrée en vigueur de la loi.

*Ad point 4:* voir commentaire du point A.1 de l'article 6 ci-dessus.

*Ad point 5:* cette disposition permet le transfert des fonctionnaires du Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS), attachés aux services de psychologie et d'orientation scolaires des différents lycées, dans le cadre du personnel propre à chaque lycée.

*Ad points 6 à 10:* il s'agit de permettre à quatre enseignantes, en activité au Lycée technique pour professions de santé, de bénéficier des mêmes dispositions transitoires que celles dont leurs collègues ont pu bénéficier sur la base de la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé. Elles n'ont pas pu bénéficier de ces dispositions en 1995 soit parce qu'elles étaient temporairement affectées à un autre emploi lors de la mise en vigueur de ladite loi, soit parce qu'elles ne remplissaient pas à l'époque les conditions de nationalité requises.

*Ad point 11:* il s'agit de faire coïncider la situation de droit avec la situation de fait d'un ouvrier de la division anticrise d'ARBED, groupe ARCELOR, en service dans l'enseignement public luxembourgeois depuis le mois de février 1997.

*Ad point 12:* cette disposition a pour but de faire bénéficier le bibliothécaire du Lycée technique agricole d'Ettelbruck, engagé en qualité d'ouvrier en raison de certaines contraintes administratives, d'un classement correspondant à la nature de son emploi.

*Article 8.– Dispositions abrogatoires*

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

*Article 9.– Entrée en vigueur*

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

\*

## FICHE FINANCIERE

### concernant les frais de consommation et d'entretien annuels

(article 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget,  
la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat)

Le projet de loi fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique auquel se rapporte la présente fiche financière a comme but principal de fonder dans un texte unique et cohérent un ensemble de mesures qui sont actuellement inscrites dans plusieurs textes concernant soit l'enseignement secondaire, soit l'enseignement secondaire technique, soit le Centre de psychologie et d'orientation scolaires. Ces mesures n'auront aucune incidence financière directe.

Par contre, les dispositions modifiant d'autres lois, notamment la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, ainsi que certaines dispositions transitoires prévoyant une application rétroactive de certaines mesures, auront des conséquences financières certaines, évaluées dans le tableau ci-dessous:

<i>Traitements des fonctionnaires</i>	<i>en €</i>
<p><i>Dispositions nouvelles: article 2</i></p> <p>Par. IV: introduction de la carrière de l'informaticien diplômé</p> <p>Par. V : introduction de la carrière de l'éducateur</p>	<p style="text-align: right;">Pr. Mém.</p> <p>La dépense est tributaire du nombre de postes de renforcement à autoriser annuellement dans le cadre de la loi budgétaire</p> <p style="text-align: right;">Pr. Mém.</p> <p>La dépense est tributaire du nombre de postes de renforcement à autoriser annuellement dans le cadre de la loi budgétaire</p>
<p><i>Modifications d'autres lois: article 6</i></p> <p>Par. A, pt. 1 : modification du point de départ de la reconstitution de carrière des candidats pour les carrières E2 à E7, au terme de la période de stage (24 mois) et non plus de la période de candidature (42 mois)</p> <p>Par. A, pt. 2 : avancement au grade 13 d'un fonctionnaire de la carrière du secrétaire scolaire</p>	<p style="text-align: right;">500.000.-</p> <p style="text-align: right;">3.844.-</p>
<p><i>Dispositions transitoires: article 7</i></p> <p>Par. 4: application rétroactive des dispositions de l'art. 6, par. A, pt. 1, aux agents des carrières E2 à E7 admis au stage depuis le 1er janvier 1999</p> <p>Par. 5: intégration du personnel des SPOS dans le cadre du personnel des établissements d'enseignement postprimaire</p>	<p style="text-align: right;">3.500.000.-</p> <p style="text-align: right;">Pr. Mém.</p> <p>Il ne s'agit pas d'une dépense nouvelle, mais d'un transfert de personnel de la section budgétaire 10.3 à la section budgétaire 11.1 (projet de loi budgétaire pour 2004)</p>
<p>Par. 6 à 12: mesures individuelles pour quatre agents du Lycée technique pour professions de santé, un agent du Lycée Michel-Rodange de Luxembourg et un agent du Lycée technique agricole d'Ettelbruck</p>	<p style="text-align: right;">90.000.-</p>

